

Abbas El Fassi s'affirme à la tête de l'Istiqlal

DE LA GRAINE DE LEADER

Abbas El Fassi est en passe de réussir ce qui passait pour être un gageure: ne pas se mettre à dos les caciques du parti et restructurer ce dernier pour lui donner une nouvelle dynamique. Sans avoir l'air d'y toucher, sans faire de vagues, le patron du parti de l'Istiqlal est en train de se tailler une belle réputation d'un hom-

me consensuel, sans pour autant renier ses principes. Le travail en profondeur qu'il effectue depuis son arrivée à la tête du parti, il y a huit mois, commence déjà à porter ses fruits. Discrétion et efficacité. Sa carrière de diplomate ne doit pas être totalement étrangère à cet état de choses.

La sortie effectuée par Abbas El Fassi était très attendue. Elle n'a pas déçu ses supporters et en a bouché un coin à ceux qui l'attendaient au tournant. Le

Par Karim BENDAOU

secrétaire général du parti de l'Istiqlal (PI) avait, en effet, promis de fournir, à fin octobre 1998, un état des lieux de la participation de son parti au gouvernement d'alternance. De même qu'on attendait des explications sur ce fameux "soutien critique" à ce même gouvernement.

Devant la 2ème session du Conseil national du Parti de l'Istiqlal, qui s'est tenu samedi 31 octobre et dimanche 1er novembre à Rabat, Abbas El Fassi a brossé un tableau exhaustif des positions de son parti concernant, entre autres, l'intégrité territoriale du Royaume, l'alternance, la participation du PI au gouvernement, ainsi que d'autres points de la vie politique au Maroc tels que perçus par la plus vieille formation politique du pays. Les réformes que peut entreprendre le gouvernement pour sortir le pays de la crise seraient illusoire et sans durée si elles ne sont pas accompagnées par un programme qui vise un enseignement performant et une formation adaptée.

Rendement

Formé de vieux routiers de la politique, le PI a su éviter des écueils ayant pour noms scission, division, sabotage... M. El Fassi s'est félicité du rendement des ministres istiqalaliens qui participent au Cabinet Youssoufi. À ce titre, il a tenu à souligner que son parti a participé au gouvernement actuel «afin de consolider l'unanimité populaire pour la défense de notre intégrité territoriale, contribuer à sortir le pays de la crise asphyxiante qu'il vit à tous les niveaux et réaliser les réformes attendues par les citoyens».

«Malgré de nombreux problèmes difficiles à gérer dans les différents secteurs, a-t-il poursuivi, les ministres

istiqalaliens travaillent d'arrache-pied depuis leur nomination». Abbas El Fassi avait, auparavant, fait la part belle à la question du Sahara, en rappelant la position du parti de l'Istiqlal «et de l'ensemble des Marocains sur le referendum et le corps électoral: tous les originaires du Sahara marocain ou rien».

Il en a aussi profité pour décocher une belle flèche en direction de la diplomatie marocaine, soutenant que «maintenant que le referendum a été reporté d'une année, il incombe au gouvernement d'adopter un plan d'action pour insuffler une dynamique à l'action de la diplomatie marocaine. Comme il appartient aux partis politiques marocains et aux autres intervenants de jouer pleinement leur rôle pour expliquer la position juste et équitable du Maroc aux différents interlocuteurs étrangers et pour mettre en relief les obstacles dressés par l'Algérie et ses mercenaires pour que le référendum n'ait pas lieu». Message clair. Il a, dans ce cadre, appelé les responsables algériens à «cesser leur hostilité au droit du Maroc à parachever son intégrité territoriale et pour relancer la coopération bilatérale dans l'intérêt des deux peuples voisins et frères et ce, dans la perspective de l'édification de l'Union du Maghreb Arabe (...)». Concernant la participation au Cabinet Youssoufi, le secrétaire général du Parti de l'Istiqlal a indiqué, en substance, que son parti apportait un soutien sans faille au gouvernement et une critique positive de ses insuffisances. Selon lui, le programme gouvernemental est de nature à faire sortir le pays de la crise économique et sociale dans laquelle il se débat depuis des années.

L'une des conditions essentielles de la réussite de l'expérience en cours réside dans l'action commune et la coordination avec "loyauté et persévérance" dans le cadre de la Koutla démocratique. Pour cela, Abderrahmane Youssoufi peut compter sur le soutien de l'Istiqlal. La for-



• Abbas El Fassi. L'Istiqlal attend le signal fort de Youssoufi.

mation de ce gouvernement et sa mise au travail ont d'ores et déjà atteint plusieurs objectifs, estime-t-il. Abbas El Fassi n'en veut pour preuve que les échos nationaux et internationaux que cette "première" depuis 1963 continue de susciter et le large intérêt que lui portent la société civile, la presse et l'opinion publique marocaine en général.

Perspectives

À cet égard, il cite le large débat qui s'est instauré et les perspectives nouvelles qui s'ouvrent devant la réflexion et l'action démocratiques «au détriment de la tricherie, l'obséquiosité et la pensée unique». Il enregistre avec satisfaction la volonté du gouvernement de moraliser la vie publique, en veillant à l'exécution de la déclaration des biens. Et en rappelant l'incompatibilité des responsabilités gouvernementales avec certaines responsabilités commerciales. De même, espère-t-il que l'activité diplomatique du Premier ministre, dont il prend note, englobera les pays africains «qui sont les racines du Maroc et sa profondeur stratégiques». S'agissant des Droits de l'Homme, Abbas El Fassi ne cache pas sa satisfaction. Cet avocat de formation a accompagné l'évolution de ce secteur en ayant été le premier secrétaire général de la

Ligue, la première organisation de défense des Droits de l'Homme au Maroc. Grâce à la volonté royale, relève-t-il, il s'est opéré, depuis le début des années quatre-vingt-dix, une accélération du mouvement de règlement des problèmes. Abbas El Fassi regrette cependant le drame des personnes décédées et disparues et «qui ne se serait jamais produit si le Maroc avait obéi plutôt aux règles de la démocratie en s'adonnant au respect du droit et des libertés».

Résistances

De même qu'il estime que rien ne justifiait la réaction violente des forces de l'ordre face à la manifestation des chômeurs diplômés. M. El Fassi accorde cependant des circonstances atténuantes au gouvernement.

Il cite, à cet égard, les résistances et les conservatismes, les chiffres connus de la pauvreté, de l'analphabétisme, de la scolarisation, de l'électrification et de la connexion à l'eau potable en milieu rural, du chômage, de la dette extérieure, etc., légués par les gouvernements précédents. Il est possible, néanmoins, estime-t-il, d'aspirer à mieux que ce qui a été fait jusqu'à présent. M. El Fassi est également convaincu que justement en raison des déficits économiques et

sociaux, il est urgent que le Cabinet Youssoufi adresse des signes forts en direction de la population afin qu'elle garde intacts sa confiance et ses espoirs. Les réformes sans coût financier, ou qui peuvent générer des ressources supplémentaires, sont à cet égard cités par le Secrétaire général du parti de l'Istiqlal. Rationalisation des dépenses publiques, réduction des hauts salaires dans le secteur public et semi-public, diminution des indemnités, révision des privilèges indus et leur redéploiement au profit des chômeurs diplômés, sont quelques exemples cités, entre autres.

Abordant le volet économique, il fait observer que, grâce à une année agricole moyenne, les indicateurs font espérer un taux de croissance de 7 % qui portera la moyenne annuelle entre 1985 et 1998 à 3,3 %. S'il n'atteint pas 7 % par an, ce taux ne pourra pas être efficient, sur le chômage par exemple. Ce qui implique obligatoirement une contribution active du secteur privé. Ce dernier reste dans une expectative peu stimulante, malgré l'aide et les mesures d'encouragement de l'Etat. A cette fin, il est capital, selon Abbas El Fassi, que ce secteur délaisse les investissements spéculatifs pour des investissements productifs créateurs d'emploi. Abbas El Fassi estime nécessaires de nouvelles négociations avec l'Union Européenne afin de revoir les échéances et les conditions de l'entrée en vigueur de la zone de libre échange.

Le Secrétaire général du Parti de l'Istiqlal soutient également qu'une mesure et une réforme sont aussi urgentes qu'impératives. Un: la création du Conseil supérieur des MRE. Deux: la réforme urgente et globale de l'Enseignement sous peine d'enfoncer encore plus le pays dans l'ignorance et le sous-développement. Abbas El Fassi a dit haut et fort le message de l'Istiqlal. Lequel attend, pour sa part, le "signal fort" d'Abderrahmane Youssoufi. □